

PREFECTURE

DES COTES DU NORD

Direction
de l'Administration générale
et de la Réglementation

BP : 70

TEL : 61.19.50

Poste: **2429**

4ème bureau
Environnement

JN/ER

82.1.4.IC.687

REPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION
de l'ENVIRONNEMENT SOUMISES à AUTORISATION

LE PREFET,
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DU DEPARTEMENT DES COTES-du-NORD

VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement;

VU le décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977;

VU le décret N° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées;

VU les arrêtés réglementaires relatifs aux prescriptions imposées aux installations soumises à déclaration;

VU le récépissé de déclaration délivré le 18 septembre 1979 à la Société d'Accoupage du Groupement Avicole Français, en vue d'exploiter à SAINT-MARTIN DES PRES, au lieu-dit "Quénéhouille" (section ZB N° 31) deux poulaillers d'une capacité totale de 16 500 animaux;

VU la demande présentée par la S.A. **ACREY**, Bourg de LA **HAHNOYE**, en vue d'être autorisée à installer et exploiter à **SAINT MARTIN-des-PRES**, au lieu-dit "Quénéhouille" (section ZB N° 31) un ensemble de 4 poulaillers de 30 000 poules reproductrices (ferme N°1 en extension d'un élevage existant de 15 000 animaux, installation classée pour la protection de l'environnement, soumise à autorisation;

VU les plans et documents annexés à cette demande;

VU les résultats de l'enquête publique;

VU la délibération du conseil municipal de **SAINT-MARTIN DES PRES**, en date du **16 octobre 1982**;

VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires, de l'Agriculture, de la Sécurité Civile, de l'Equipeement,
émis respectivement les **24, 28, 16 et 30 septembre 1982**;

VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des installations classées, en date du **8 décembre 1982**;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène, en sa séance du **16 décembre 1982**;

VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général des Côtes-du-Nord,

A R R E T E

ARTICLE 1er - a) le présent arrêté abroge et remplace le récépissé de déclaration délivré le 18 septembre 1979 susvisé;

b) la S.A. AGRAF est autorisée à exploiter à SAINT-MARTIN-des-PRES, au lieu-dit "Quénéhouille" (section ZB N° 31) un élevage de volailles de 45 000 animaux, comprenant :

- Elevage existant 15 000 animaux
- Elevage à créer 30 000 animaux

(ferme N° 1), installation classée pour la protection de l'environnement, soumise à autorisation.

ARTICLE 2 - Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des conditions suivantes :

1°- observation des prescriptions générales ci-jointes de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 1980 (rubrique N° 58 6°) pour l'ensemble de l'élevage;

2°- conformité aux mémoires et plans visés, annexés au présent arrêté, lorsque ceux-ci ne sont pas contraires aux prescriptions du 1° ci-dessus,

3°- dératisations et désinsectisations périodiques,

4°- installation, à proximité d'une issue, d'extincteurs pour feu sec et pour feu d'origine électrique et aménagement d'un point d'eau sous pression accessible aux engins de lutte contre l'incendie,

ARTICLE 3 - La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 - Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Commissaire de la République du département des Côtes-du-Nord dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 - L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 - Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de **SAINT-MARTIN-des-PRÉS** pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de **la S.A. AGRAP**

Un avis sera inséré par les soins du Commissaire de la République et aux frais de **la S.A. AGRAP** dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

M. le Secrétaire général des Côtes-du-Nord,
~~M. le Commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de~~
~~de~~
~~le~~ le Maire de **SAINT-MARTIN-des-PRÉS**,
M. le Directeur des Services Vétérinaires, inspecteur des installations classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à **la S.A. AGRAP**

pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

POUR COPIE CONFORME
L'attaché, chef de bureau

SAINT-BRIEUC, le 04 JAN 1983

LE COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE

Pour le Commissaire de la République,
le Secrétaire Général


E. ARDOUIN

Signé Yves HENRY